

THERE IS NO



PLANET



B



RAPPORT
D'ACTIVITÉ



Le rapport moral du Président

Parfois, les choses changent vite. L'an dernier, le gouvernement des Etats-Unis constituait le repoussoir absolu en matière de politique climatique. Donald Trump faisait tout ce qui était en son pouvoir pour saboter les timides avancées mises en place par son prédécesseur à la Maison blanche, tout en tenant un discours de négation du changement climatique et de soutien inconditionnel aux énergies fossiles – même si ce soutien verbal n'a pas empêché l'effondrement de la production de charbon dans son pays. Par contraste, Emmanuel Macron et le gouvernement français tentaient (avec plus ou moins de réussite) de peindre la France en championne du climat, en multipliant les initiatives : programme d'accueil de chercheurs « *Make our planet great again* », *One Planet Summit*, endossement de la proposition d'une Convention citoyenne pour le climat...

Un an plus tard, Joe Biden et son équipe affichent une ambition climatique jamais vue outre-Atlantique, et une ambition sociale qui surprend tout autant les commentateurs. Ils convoquent quarante chefs d'Etat et de gouvernement, les poussant à annoncer un renforcement de leurs engagements. Certes, comme celles qui les ont précédées, ces annonces risquent fort de ne jamais être concrétisées, mais le signal politique, qui aurait pu se voir sacrifié sur l'autel de la situation sanitaire et de la relance de l'économie, est bien là.

Par contraste, en France, la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron ressemble à un naufrage, avec une loi Climat et résilience qui – en tout cas au stade de la première lecture à l'Assemblée nationale – se résume à quelques mesures symboliques, bien loin des politiques ambitieuses portées par les 150 citoyens de la Convention. Par moment, on pourrait se croire revenu à l'époque de la création de notre réseau, quand le climat n'était, pour la majorité des hommes politiques français, qu'un argument de vente pour construire de nouvelles centrales nucléaires.

L'année qui vient de s'écouler a été l'occasion de renforcer notre réseau grâce à l'adhésion de trois associations nationales auxquelles je renouvelle

mes vœux de bienvenue : CARE, Notre Affaire à Tous et Energie partagée. En interne, nous avons mené la réorganisation que je mentionnais voici déjà deux ans dans mon rapport moral, et qui avait été rendue nécessaire par la croissance de l'équipe salariée, et par celle de notre réseau. Le Réseau Action Climat est maintenant dirigé par un Comité de coordination constitué par Morgane, directrice, Anne, coordinatrice des opérations, Carole, coordinatrice administrative et financière, et Mathilde, responsable de la communication. La réflexion qui a mené à cette réorganisation a pris du temps, mais cette dernière était indispensable. A ce stade, le retour d'expérience est très positif malgré les circonstances sanitaires difficiles, notamment grâce à l'engagement sans faille d'Anne, Carole, Mathilde et Morgane. L'année qui s'ouvre sera marquée par les élections régionales et la campagne des élections présidentielles, à l'occasion desquelles il nous appartient de mettre le climat en haut de l'agenda. Aux niveaux européen et international, le programme est également chargé, avec en particulier la COP 26 et le paquet législatif «Ajustement à l'objectif 55» (oui, ça sonne moins bien que « *Fit for 55* »).

Pour terminer, je tiens à féliciter l'équipe salariée, toujours aussi mobilisée malgré la succession des périodes de télétravail forcé et d'école à la maison, d'autant plus difficiles à vivre qu'elles se prolongent et se renouvellent. Je souhaite à nouveau la bienvenue à Aurore, Benoît, Céleste, Léa, Marine, Mathilde, Matthias, Valentin, Yvon et Zélie, qui ont rejoint l'équipe salariée au cours de cette année. Il est difficile de rejoindre une équipe dans ces conditions de télétravail, et si ces intégrations se passent bien, c'est grâce à l'engagement de toute l'équipe. La population n'applaudit plus les soignants le soir à vingt heures, mais l'équipe du Réseau Action Climat continue à mériter nos félicitations !

Philippe Quirion

Sommaire

03

Rapport moral
du Président

06

Qui sommes-nous ?

08

2020 en
quelques dates

10

Communication
et publications

12

Nos finances
en 2020

14

Inciter et
promouvoir
les initiatives
locales de
réduction
des émissions
de gaz à effet
de serre

18

Œuvrer, dans
le contexte de
la crise sanitaire,
en faveur d'une
relance verte et
juste socialement

20

Promouvoir
les solutions
de réduction
des émissions
de gaz à effet
de serre dans
la législation
nationale

23

Montrer
le décalage
entre l'action
menée en faveur
du climat et
les objectifs
fixés

25

Verdir
les financements
pour réduire
efficacement
les émissions
de gaz à effet
de serre

28

Renforcer
l'ambition de
la France sur
la scène européenne
et internationale
et la gouvernance
climatique
mondiale

31

Dénoncer
les solutions
dangereuses
et/ou inefficaces
pour lutter contre
le dérèglement
climatique

33

Travailler
avec des acteurs
au-delà du réseau
et favoriser
les échanges
autour des
solutions pour
lutter contre
le dérèglement
climatique

Qui sommes-nous ?

Le Réseau Action Climat fédère 25 associations nationales de protection de l'environnement, de lutte contre la pauvreté, de développement et de solidarité internationale. Il comporte par ailleurs un collège d'associations locales ainsi qu'un collège d'adhérents individuels. Il a pour principale mission de lutter contre le dérèglement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale.

25 ASSOCIATIONS NATIONALES MEMBRES

15 SALARIÉS AU 31 DÉCEMBRE 2020

10 ASSOCIATIONS LOCALES

7 MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF

38 ADHÉRENTS INDIVIDUELS

71 000 ABONNÉS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Ils ont rejoint le Réseau Action Climat en 2020 :
CARE, Energie partagée et Notre Affaire à tous

Sièges et agrément

Le Réseau Action Climat est agréé par le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire « Association nationale de protection de l'environnement ». Il siège dans différentes instances nationales, notamment :

- Conseil National de la Transition Écologique (CNTE)
- Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)
- Conseil d'Orientation de l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (ONERC)
- Comité pour l'économie verte
- Comité de pilotage des assises européennes de la transition énergétique ou encore du Sommet Climat et Territoires de Lyon, etc.
- Conseil national de l'alimentation

En 2020, il a intégré le comité mis en place sous l'égide du Premier ministre pour le suivi du plan de relance.

Réseaux européens et internationaux

- Membre et antenne française du Climate Action Network Europe et du Climate Action Network International.
- Membre de Transport & Environment.
- Administrateur du Réseau Climat & Développement

Les associations nationales membres



Le Bureau exécutif du Réseau Action Climat



PHILIPPE QUIRION PRÉSIDENT
EDOUARD TOULOUSE TRÉSORIER
ANTOINE BONDUELLE ADMINISTRATEUR
PIERRE PERBOS ADMINISTRATEUR
DAMIEN DEMAILLY ADMINISTRATEUR
RAPHAËLLE GAUTHIER ADMINISTRATRICE
DIANE VANDAELE ADMINISTRATRICE

Les membres du Bureau exécutif participent activement à la gestion courante de l'association et aux actions et travaux du Réseau Action Climat.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé d'un représentant de chaque organisation nationale membre, d'un représentant du collège d'associations locales et régionales, d'un représentant du collège des adhérents individuels ainsi que des 7 membres du bureau exécutif. Les associations nationales sont membres de droit du Conseil d'Administration (CA), les membres du Bureau y sont élus lors de l'Assemblée Générale annuelle ainsi que les représentants des deux collèges d'adhérents individuels et d'associations locales. Le Conseil d'Administration se réunit en moyenne trois fois par an et le bureau une fois par trimestre.

L'équipe salariée (avril 2021)

COMITÉ DE COORDINATION :



MORGANE CRÉACH DIRECTRICE
ANNE BRINGAULT COORDINATRICE DES OPÉRATIONS
CAROLE BRUN RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
MATHILDE LEBOURGEOIS RESPONSABLE COMMUNICATION



MATTHIAS BEAUFILS MARQUET CHARGÉ DE MISSION ÉLECTIONS RÉGIONALES
EMMANUEL BERNARD GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
AGATHE BOUNFOUR RESPONSABLE TRANSPORTS
CÉSAR BOUVET STAGIAIRE TRANSPORT AÉRIEN
YVON CHAGUÉ CHARGÉ DE COMMUNICATION DIGITALE
VALENTIN DESFONTAINES RESPONSABLE MOBILITÉS DURABLES
CYRIELLE DENHARTIGH RESPONSABLE AGRICULTURE & ALIMENTATION
CÉLESTE DURIEZ CHARGÉE DE MISSION PJJ CLIMAT ET RÉSILIENCE



BENOIT GRANIER RESPONSABLE ALIMENTATION
MEIKE FINK RESPONSABLE TRANSITION CLIMATIQUE JUSTE
ZOË LAVOCAT RESPONSABLE DES POLITIQUES CLIMAT & TERRITOIRES
NEIL MAKAROFF RESPONSABLE DES POLITIQUES CLIMATIQUES EUROPÉENNES
MARINE POUGET RESPONSABLE COALITIONS MULTI-ACTEURS INTERNATIONALES
AUORE MATHIEU RESPONSABLE POLITIQUES INTERNATIONALES
ZÉLIE VICTOR RESPONSABLE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

MERCI À :



MATHILDE CAILLARD
SIMON COQUILLAUD
LUCILE DUFOUR
LORELEI LIMOUSIN

2020

en quelques dates

Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre

3 mars :

Décryptage par le Réseau Action Climat des programmes des principaux candidats aux élections municipales

17 mars :

Début du confinement. Passage à 100% de télétravail et message de soutien du Réseau Action Climat envers les soignants et l'ensemble des personnes affectées par la crise sanitaire.

10 juin :

Publication des propositions du réseau Action Climat pour une reprise verte et solidaire: l'heure du « monde d'après »

12 juin :

Publication de recommandations sur les plans de relance régionaux

15 juin :

Mobilisation en ligne en amont du second tour des élections municipales avec #UnMandatPourToutChanger

10 au 12 juin :

G7 sous présidence des Etats-Unis

26 juin :

Rapport final de la Convention Citoyenne pour le Climat

17 - 18

septembre : Première édition des 24 heures du Climat (24 heures de débat, 24 tables rondes, 24 thématiques avec députés, ministres, associations, think tanks, etc.)

9 octobre :

Sortie d'une étude sur la réforme des aides à l'achat de voitures

28 octobre :

Etude du Réseau Action Climat, de la Fondation Nicolat Hulot et de France Nature Environnement sur les enjeux d'investissements dans le transport ferroviaire

12 Novembre :

Sommet Finance en Commun, organisé par l'AFD

16 Novembre :

Publication d'un état des lieux des coalitions multi-acteurs sur le climat

1^{er} décembre :

Sortie de la stratégie nationale pour les protéines végétales

3 décembre :

Evaluation par le Réseau Action Climat, UNICEF et Greenpeace de l'ambition des nouveaux maires en matière de lutte contre la pollution de l'air liée au trafic routier

10 - 11 décembre :

Sommet Européen actant un objectif climatique d'au moins 55 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre pour 2030

12 décembre :

Anniversaire des 5 ans de l'Accord de Paris

29 décembre :

Adoption de la Loi de Finances 2021 et du Plan de relance

Communication et publications

En 2020, le Réseau Action Climat a poursuivi ses activités de communication, dont l'accroissement avait été notable en 2019. Ce travail a été mené en priorisant des grandes phases de communication sur l'année, en fonction des échéances politiques et des opportunités (élections municipales, sommets internationaux, vote du budget, convention citoyenne pour le climat, etc.), même si le contexte lié au COVID a imposé de revoir certaines priorités. Ce travail a permis de valoriser les solutions portées par le réseau d'une part et de coordonner le travail de communication inter-associatif d'autre part. L'accroissement important de l'audience digitale de l'association (fréquentation sur le site, abonnés sur les réseaux sociaux, etc.) ainsi que les retombées dans les médias attestent de la portée croissante des messages du Réseau Action Climat.

Nos publications web

467 000
pages vues sur le site
reseauactionclimat.org

196 000 utilisateurs

9 études et rapports publiés

15 éditions d'Infos de Serre,
la newsletter de l'association

Des outils digitaux efficaces



5 vidéos en partenariat avec le média Loopsider pour relayer nos messages sur les réseaux sociaux :

Plus d'un million de vues cumulées sur Facebook

Une relation de confiance avec les médias

45 communiqués et dossiers de presse

6 conférences de presse

Des abonnés de plus en plus nombreux

(chiffres février 2021)

16 600 abonnés à la newsletter Infos de Serre

51 700 abonnés Twitter

25 600 abonnés Facebook

5 000 abonnés Instagram
(compte créé fin 2018)

7 500 abonnés LinkedIn
(compte créé fin 2018)

Publications et dossiers (quelques exemples)



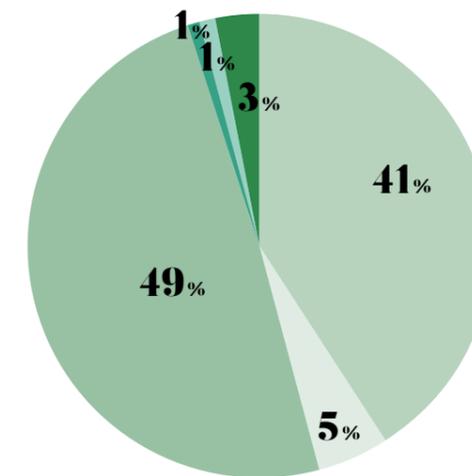
Nos finances en 2020

Le budget du Réseau Action Climat en 2020 s'élève à 1 252 236 €. Le compte de résultat au 31 décembre 2020 présente un budget global de 1 252 236 € (total des produits en 2020) et un excédent de 46 156 €. Les comptes de l'association sont contrôlés et certifiés chaque année par un commissaire aux comptes (Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2020).

Nos principaux financeurs en 2020



Produits en 2020

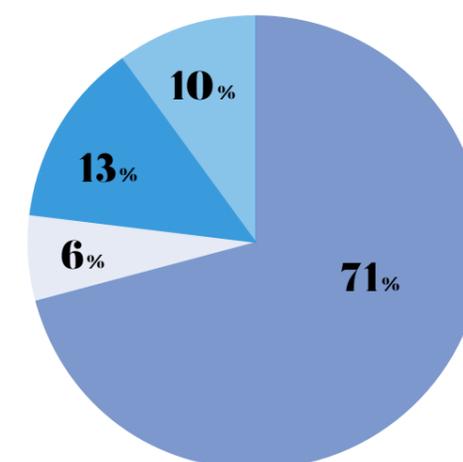


En 2020, les ressources du Réseau Action Climat proviennent à 95% de subventions, publiques et privées, pour un montant de 1 186 485 €. Les subventions publiques (46% du total des produits) sont nationales ou européennes. Les subventions privées (49% du total des produits) proviennent de fondations et associations. Les adhésions et dons représentent 4% des produits en 2020 et comprennent :

- les adhésions des associations nationales, locales et régionales membres ainsi que des adhérents individuels,
- les dons.

- Subventions publiques (41%)
- Subventions européennes (5%)
- Subventions privées (fondations et associations) (49%)
- Adhésions (1%)
- Dons (3%)
- Autres produits (transferts de charges, etc.) (1%)

Charges en 2020



Les dépenses de personnel (salaires, charges, impôts et taxes) représentent toujours la plus grande part (71%) des charges de l'association en 2020. Au 31 décembre 2020, le Réseau Action Climat comptait 15 salarié-e-s (12 en CDI et 3 en CDD ayant été pérennisés depuis en CDI).

- Frais de personnel (71%)
- Elaboration de publications (graphisme, impression, diffusion, etc.) et sites internet dédiés (6%)
- Honoraires (expertise et appui technique sur nos actions) et autres frais d'actions (dont frais de déplacements) (13%)
- Dépenses de fonctionnement (10%)

Inciter et promouvoir les initiatives locales de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Les collectivités locales ont un rôle majeur à jouer dans la baisse des émissions de gaz à effet de serre et dans la transition écologique et juste socialement des territoires. Le Réseau Action Climat a consacré en 2020 une grande partie de son travail à l'échelle locale en raison des élections municipales mais aussi du rôle pivot des collectivités dans la sortie de la crise sanitaire, économique et sociale que le pays traverse. Plusieurs actions ont été menées en ce sens : interpellation des candidats aux élections municipales, décryptage de leurs programmes au prisme du climat, appui aux groupes locaux mobilisés, développement d'outils à destination des collectivités pour une plus grande prise en compte de l'enjeu climatique dans les politiques publiques mises en place localement, etc.



Conférence de presse du lancement du Pacte pour la Transition

En faisant du climat un enjeu incontournable des élections municipales

Durant cette période électorale et politique centrale pour les territoires, le Réseau Action Climat a contribué à influencer les candidats via le décryptage de leurs programmes au prisme du climat mais aussi à faire monter le sujet de la transition écologique et sociale chez les électeurs et dans les médias. En créant des partenariats

solides notamment avec le Pacte pour la Transition, en participant activement à des campagnes locales alliant mobilisation et plaidoyer, le Réseau Action Climat a porté 10 mesures prioritaires autour de 3 principaux axes : une alimentation moins carnée, biologique et locale, des mobilités durables, et la limitation de la publicité dans l'espace public.

811 listes candidates signataires du Pacte pour la Transition ont été élues

40 programmes décryptés

En renforçant l'outil d'accompagnement des collectivités locales pour la mise en œuvre de leurs plans climat

En mars 2020, 744 collectivités ont lancé l'élaboration d'un plan climat. Le Réseau Action Climat a contribué à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de ces plans en participant à la mise à jour du référentiel énergie climat des collectivités, composé de Climat Pratic et de Cit'ergie. A travers des formations données à des élus et des techniciens et des événements

dédiés aux collectivités, le Réseau Action Climat a diffusé cet outil. Le passage au numérique du référentiel initié en 2020 permettra de rendre plus accessible l'outil, et de finaliser la fusion de Climat Pratic et de Cit'ergie. Enfin, le Réseau Action Climat a développé une version de l'outil pour permettre aux citoyens d'opérer le suivi des engagements de leurs nouveaux élus locaux.

1 nouvel outil pour permettre aux citoyens de suivre les politiques territoriales climat-énergie de leurs élus

En valorisant le potentiel d'emplois générés par des politiques locales de transition énergétique (outil TETE)

En 2020, le Réseau Action Climat et l'Ademe ont continué à promouvoir l'outil TETE (Transition Écologique - Territoires - Emplois), publié en 2018 et développé par Philippe Quirion (CIRED). Une refonte de l'outil à partir d'un nouveau tableau de l'Insee en 739 branches est en cours ainsi que l'intégration de nouvelles activités : hydrogène, nucléaire, sensibilisation etc. L'outil permet d'évaluer la création et la destruction d'emplois directs et

indirects induits par les politiques de transition écologique, d'ici à 2050, à l'échelle territoriale en utilisant des données d'un PCAET, SRADDET, etc.. L'outil TETE a été utilisé par la région Hauts de France, la région Grand Est, GRDF pour la filière biogaz et de nombreux autres bureaux d'études et collectivités. Des formations sur l'outil sont régulièrement organisées par le CLER - Réseau pour la transition énergétique. www.territoires-emplois.org



1798 téléchargements de l'outil TETE depuis sa publication en 2018



Exemple de la « carte de transport » du maire de Montpellier, Michaël Delafosse

En évaluant l'ambition des nouveaux maires en termes de politique de mobilité

À la suite d'un premier classement en 2019, le Réseau Action Climat a évalué l'ambition des nouveaux maires en matière de lutte contre la pollution de l'air liée au trafic routier dans les 12 plus grandes agglomérations. Cette analyse détaillée¹ des engagements pris par les nouveaux maires

et présentée sous la forme de « carte de transport » a été réalisée avec UNICEF et Greenpeace. Elle servira de base au suivi régulier de la mise en œuvre effective de ces engagements.

1. <https://reseauactionclimat.org/lutte-pollution-air-ambitions-maires/>

3 agglomérations françaises engagées en faveur d'une interdiction progressive de la circulation des véhicules diesel : Paris, Strasbourg et Lyon

En portant auprès des régions françaises des recommandations sur leur utilisation des fonds européens

Les Régions françaises ont un rôle pivot à jouer dans la relance de l'économie à travers leurs plans de relance et l'utilisation qu'elles font des fonds européens. Elles peuvent en effet contribuer à engager notre société dans la transition écologique, à la rendre plus résiliente et à soutenir la relocalisation de certaines activités. Cela implique une réorientation de l'ensemble des outils à leur disposition, à commencer par les fonds européens qui représentent une

part substantielle de leurs budgets d'investissements (27,7 milliards entre 2014 et 2020). A partir d'une analyse de l'utilisation des fonds européens sur la période 2014-2020, le Réseau Action Climat a formulé un certain nombre de recommandations auprès des régions françaises pour qu'elles ciblent davantage à l'avenir la transition climatique que ce soit à travers la prochaine période de soutien (2021-2027) ou via leurs plans de sortie de crise.

30 recommandations concrètes pour que les régions mettent davantage les fonds européens qu'elles reçoivent au service de la transition climatique

En appuyant les mobilisations locales à travers la campagne "Alternatives Territoriales"

Durant la période des élections municipales, la campagne Alternatives territoriales s'est développée et a mené sur le terrain un travail d'influence auprès des candidats. La campagne a mobilisé 70% des groupes locaux lors de journées thématiques d'interpellation des candidat(e)s. Elle a aussi expérimenté de nouvelles manières de mobilisation, notamment en ligne (ex le #UnMandatPourToutChanger en trending topic lors d'une journée d'action). Pour suivre la mise en œuvre des promesses électorales, un kit de suivi des engagements¹ a été réalisé. De nombreuses formations à destination des groupes locaux ont par ailleurs été réalisées, en lien avec les associations membres du réseau et des partenaires comme le Pacte pour la Transition.

1. <https://reseauactionclimat.org/le-kit-suivi-engagements/>

73 mobilisations organisées dans le cadre de la campagne pour les municipales



Mobilisation de groupes locaux lors de plusieurs journées d'action organisées en France en amont des élections municipales

Cœuvrer, dans le contexte de la crise sanitaire, en faveur d'une relance verte et juste socialement

En raison de la crise du COVID, le Réseau Action Climat a réorienté en 2020 une grande partie de son travail vers les plans de relance prévus par le Gouvernement et l'Union européenne. En ayant pour objectif que ces plans soient majoritairement orientés vers la baisse des émissions de gaz à effet de serre et la transition énergétique et juste socialement. Il a également développé dans ce contexte un ensemble de propositions pour que les aides publiques d'ampleur accordées aux entreprises et à certains secteurs soient conditionnées à une réduction de l'empreinte carbone de ces derniers.

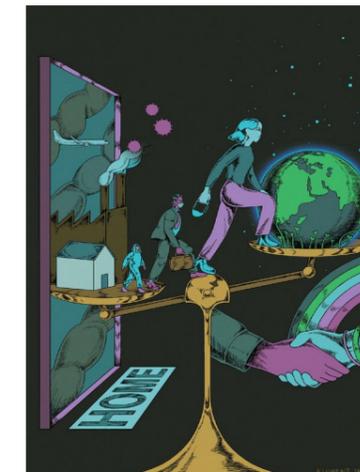
En portant un plan de relance national qui soit vert, conditionné et juste socialement

Le Réseau Action Climat a porté auprès du Gouvernement des priorités pour l'élaboration du plan de relance¹ de la France (rénovation énergétique des logements, investissements massifs dans le transport ferroviaire, éco-conditionnalités climat des aides aux entreprises, soutien aux énergies renouvelables, etc.). Il a réalisé un décryptage de la part verte et non verte du plan de relance² annoncé par le Gouvernement.

Le plan de relance de la France a été concrétisé pour la majeure partie à travers la loi de finances pour 2021. Dans ce cadre, le Réseau Action Climat a organisé une conférence

de presse inter associative pour alerter sur le manque d'ambition climatique des financements présentés et sur l'absence de changements structurels. Au-delà du plan de relance, le Réseau Action Climat a travaillé plus spécifiquement sur les plans de sauvetage de certains secteurs, (automobile, aérien...) pour inclure des conditionnalités climatiques en échange des soutiens financiers publics reçus.

1. https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/07/plan_de_relance_rac_31-07.pdf
2. <https://reseauactionclimat.org/un-plan-de-relance-vert-pale/>



Dessin de la campagne d'Alternatiba

20 milliards d'euros chaque année pour les entreprises sous forme d'une baisse des impôts de production sans aucune condition écologique

En promouvant un plan de relance européen, garant d'un renforcement de l'ambition climatique

Le Réseau Action Climat a plaidé pour faire du plan de relance européen - 750 milliards d'euros - un outil de financement et d'appui au Green Deal européen. L'objectif recherché par ce biais était d'appuyer la baisse réelle des émissions en Europe et, plus largement, d'inciter cette dernière à dépasser son objectif actuel de baisse des émissions, d'au moins 55% pour 2030. Le plan de relance européen prévoit finalement le fléchage de 37 % des financements vers la transition écologique, obligeant tous les États membres voulant bénéficier de l'argent européen à investir dans la transition. Malheureusement, certaines énergies fossiles, notamment des centrales à gaz



Neil Makaroff intervenant pour le Réseau Action Climat à une conférence organisée par Convergences à l'occasion des 5 ans de l'Accord de Paris.

fossile, restent éligibles pour le reste des fonds de relance. Le Réseau Action Climat a œuvré pour que le Gouvernement et les députés français au Parlement européen portent l'exclusion des énergies fossiles du plan de relance européen.

550 milliards d'euros du Budget européen et du Plan de relance européen seront fléchés pour le climat et la biodiversité d'ici à 2027

Promouvoir les solutions de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la législation nationale

Le Réseau Action Climat a œuvré à l'adoption, au niveau national, de politiques publiques supplémentaires dans les secteurs les plus responsables des émissions de gaz à effet de serre (en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et de la mobilité). Et ce, pour remettre la France sur la bonne trajectoire pour respecter ses objectifs climatiques. Il s'est par ailleurs largement appuyé sur le rapport final de la Convention Citoyenne pour le Climat pour appeler, comme promis par le Président de la République, à la reprise sans filtre de ses propositions, que ce soit à travers la loi de finances 2021 ou dans le cadre de la préparation du projet de loi Climat et résilience.



A travers une reprise sans filtre, a minima, des propositions de la Convention Citoyenne sur le Climat

Une session de travail de la Convention Citoyenne pour le Climat

Le Réseau Action Climat a formulé et porté des priorités dans le cadre de la Convention Citoyenne pour le Climat. Cette dernière a rendu son rapport final en juin 2020, comprenant 149 propositions pour permettre à la France de respecter son objectif de réduction d'au moins 40% de ses émissions de gaz à effet de serre en 2030, dans un esprit de justice sociale. Suite à ce rapport, le Réseau Action Climat a œuvré à une reprise sans filtre de ses propositions, aussi bien dans le cadre du projet de loi de finances pour 2021 qui devait en traduire une partie que dans le cadre de la préparation du projet de loi climat et résilience par le Gouvernement. Il a développé un socle de 15 "marqueurs" attestant ou non de la reprise sans filtre des propositions. Il a également mandaté le cabinet ELABE pour interroger les Françaises et Français sur une sélection de mesures structurantes, les résultats de ce sondage¹ montrant une très forte adhésion de la population à ces mesures. Jusqu'à la présentation officielle du projet de loi par le Gouvernement en février 2021, le Réseau Action Climat a régulièrement décrypté et dénoncé publiquement les nombreux reculs du Gouvernement par rapport aux propositions initiales de la Convention Citoyenne pour le Climat.

1. <https://reseauactionclimat.org/sondage-des-gaulois-pas-si-refractaires-a-laction-climatique/>

149 propositions ambitieuses pour que la France puisse respecter son objectif de -40% de baisse des émissions en 2030, dans un esprit de justice sociale

Via la promotion des alternatives en priorité dans les secteurs de la mobilité, de l'agriculture et de l'alimentation

Agriculture/alimentation :



Campagne d'affichage Lundi vert

En 2020, le Réseau Action Climat a axé une grande partie de son travail autour de l'élaboration de la stratégie nationale pour les protéines végétales. Il a participé activement aux différentes étapes de la concertation menée en amont pour y porter des propositions visant

à améliorer l'autonomie de la France vis-à-vis des importations, introduire plus de légumineuses dans les rotations ou encore augmenter la consommation de légumes secs. Il a également réalisé un décryptage de cette stratégie nationale pour mettre en avant ses points forts et

ses faiblesses (baisse du cheptel, entre autres).

Dans le cadre de sa participation au Conseil national de l'alimentation (CNA), le Réseau Action Climat s'est investi sur l'élaboration de l'avis relatif à l'étiquetage des modes d'élevage, voté formellement en juillet 2020.

Il a par ailleurs contribué à la deuxième campagne sur le Lundi vert, visant à diminuer la consommation de viande et de poisson chaque lundi, au profit des légumes secs.

Enfin, le Réseau Action Climat s'est impliqué au sein de la Plateforme pour une autre PAC pour élaborer sa nouvelle position sur l'alimentation ainsi que dans les travaux de consultation sur la déclinaison de la PAC en France, le Plan national stratégique (PNS) pour qu'il soit aligné avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la France.

Mobilités :

Au moment du déconfinement, le Réseau Action Climat a demandé la mise en place d'un fonds d'urgence vélo afin d'encourager la pratique du vélo en proposant un chèque réparation vélo visant un objectif d'1 million de vélos réparés.

Il a également publié une étude sur les investissements dans le transport ferroviaire¹ avec la Fondation Nicolas Hulot et France Nature Environnement. L'objectif de cette publication était d'appeler à un renforcement des

investissements dans le secteur ferroviaire au moment où les parlementaires débattaient du budget 2021 et du plan de relance.

Enfin, toujours à l'occasion des débats sur le budget 2021, le Réseau Action Climat a publié une étude sur les aides à l'achat des véhicules proposant des évolutions fiscales pour en améliorer l'efficacité, tant sur le plan social qu'environnemental. Finalement, même si la loi de finances pour 2021 a introduit un malus poids, son taux de déclenchement reste

trop faible pour mettre des freins à l'achat de grosses voitures telles que les SUV.

1. <https://reseauactionclimat.org/la-france-sur-de-mauvais-rails-pour-respecter-ses-objectifs-climatiques/>

1,9 million de vélos réparés grâce à la prime coup de pouce vélo (pour un objectif initial de 1 million)

Montrer le décalage entre l'action menée en faveur du climat et les objectifs fixés

Veiller au respect des objectifs qui ont été fixés pour lutter contre le dérèglement climatique est une priorité. En effet, les objectifs que la France s'est donnés ne sont pas atteints. Ces dérapages constants, année après année, méritent d'être mis en lumière pour éclairer les décideurs publics sur les mesures additionnelles à mettre en place pour corriger le tir. Cet apport de transparence sur le respect des engagements pris, est un axe sur lequel le Réseau Action Climat s'est largement investi en 2020 puisqu'au-delà de la mise à jour de son observatoire national climat et énergie, il a développé son pendant à l'échelle européenne ainsi qu'à l'échelle des régions.

Via l'actualisation de l'observatoire national climat énergie

L'Observatoire national climat-énergie est un projet lancé en 2018 et coordonné par le Réseau Action Climat. Il vise à faire un état des lieux et à évaluer le niveau d'atteinte des objectifs climatiques et énergétiques de la France, définis dans la Loi de transition énergétique pour la croissance verte et déclinés dans la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE). Cet Observatoire a été mis à jour en 2020, sur la base des données disponibles pour 2019. Il a été valorisé au sein de différents articles et analyses ainsi que lors de l'événement des 24h du Climat, qui a eu lieu en septembre 2020.

www.observatoire-climat-energie.fr



Les résultats globaux de la France pour l'année 2019.

2,7% la France a raté de cet écart son objectif de diminution des émissions de gaz à effet de serre en 2019

A travers le lancement de l'observatoire des objectifs régionaux climat énergie

Coordonné par le Réseau Action Climat et lancé en janvier 2021, l'Observatoire des objectifs régionaux climat-énergie vise à améliorer le niveau d'information des citoyens, des médias et des acteurs de la société civile sur les politiques régionales climat énergie et à rendre transparent leur avancement et efficacité. Il montre donc le niveau d'atteinte des objectifs climatiques et énergétiques fixés par chacune des régions de France, définis au sein des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).



Le site de l'observatoire régionaux climat énergie

13 schémas régionaux analysés au prisme de 3 indicateurs globaux

En coordonnant un outil de suivi du respect des objectifs climat-énergie au niveau européen

Dans le cadre du projet européen [LIFE UNIFY](https://unify.caneurope.org)¹ coordonné par le CAN Europe le Réseau Action Climat a coordonné, au profit des 10 partenaires du projet, la création d'un outil commun de suivi des Plans nationaux climat énergie, sur le modèle de l'Observatoire national climat-énergie. Il permettra le suivi des objectifs fixés, sur la base d'une dizaine d'indicateurs et sera mis en ligne en 2021.

¹<https://unify.caneurope.org>

10 pays partenaires

12 indicateurs communs

Verdir les financements pour réduire efficacement les émissions de gaz à effet de serre

Une des priorités incontournables pour mener la transition écologique est de mettre fin à la totalité des aides financières qui nuisent au climat et plus largement à l'environnement, notamment les subventions aux énergies fossiles. Le Réseau Action Climat a donc continué en 2020 son travail autour du verdissement des budgets, aussi bien au niveau national qu'europpéen et agit, à l'échelle internationale, en faveur de la réorientation des investissements des grandes institutions publiques financières.

En supprimant les niches fiscales défavorables au climat au sein du PLF 2020

Depuis 2019, la France a entamé un travail pour apporter davantage de transparence sur la part verte et non verte de son budget. Si cette plus grande transparence va dans la bonne direction, le périmètre des dépenses retenues par le Gouvernement ne comptabilise pas l'ensemble des sommes défavorables au climat. Le Réseau Action Climat, en prenant en compte des critères élargis, a publié en 2020 son propre état des lieux¹ sur les chiffres disponibles pour 2019 : les niches fiscales sur les taxes sur les énergies fossiles et les garanties à l'export en faveur des projets gaziers et pétroliers ont atteint environ 18 milliards d'euros.

Face à ce constat, l'une des priorités du Réseau Action Climat a été de porter des propositions, dans le cadre des discussions sur le budget 2021, pour supprimer progressivement ces subventions aux énergies fossiles. Et ce, selon un calendrier et des dispositifs permettant de garantir que cette transition soit juste socialement. Il a par ailleurs plaidé pour une augmentation des dépenses et investissements dans les secteurs de la transition écologique. Pour apporter

de la transparence sur les débats parlementaires autour du budget 2021, il a mis en place un outil de suivi des positionnements et d'interpellation des députés².

L'analyse finale de la loi de finances pour 2021 montre malheureusement que le budget de la France continue de soutenir massivement les secteurs les plus responsables des émissions de gaz à effet de serre et de sous-investir dans les secteurs de la transition.

- <https://reseauactionclimat.org/subventions-energies-fossiles-2020/>
- <https://trombinoscope-deputes-climat.fr/>
- <https://reseauactionclimat.org/communique-loi-de-finances-et-plan-de-relance-pas-a-la-hauteur-de-lurgence-climatique/>

18 milliards d'euros d'aides publiques défavorables au climat dans le budget de l'Etat (chiffres 2019)

Le site internet du trombinoscope : <https://trombinoscope-deputes-climat.fr/>

LE TROMBINOSCOPE DES DÉPUTÉS SUR LE CLIMAT

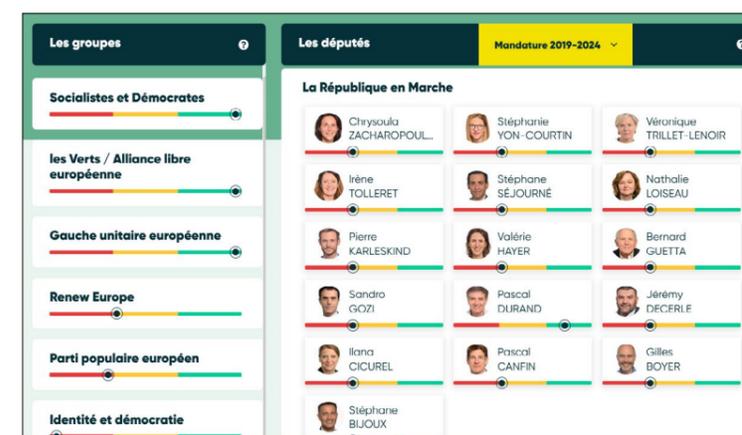


Ce trombinoscope du Réseau Action Climat met en avant les député.e.s qui ont déposé ou cosigné des amendements pour verdir un projet de loi et les député.e.s qui, a contrario, mettent un frein à la transition écologique et solidaire.

[À propos](#) [Accéder au trombinoscope](#)

En renforçant les critères du Fonds de Transition Juste européen

Le Fonds de transition juste européen, doté de 17,5 milliards d'euros, est un outil de solidarité européenne sur le climat. Il est destiné à accompagner les régions les plus dépendantes aux énergies fossiles (principalement le charbon), dans leur transition énergétique. Or, en 2020, les députés européens ont souhaité ouvrir ce fonds au soutien de projets de gaz fossile. Le Réseau Action Climat s'est fortement impliqué, par ses activités de plaidoyer et de communication, pour obtenir au sein du Parlement européen, une majorité contre cette inclusion. Malheureusement, le Parlement a voté en faveur du gaz à 10 voix près. Le Réseau Action Climat s'est donc ensuite mobilisé, auprès de la France, dans le cadre des négociations entre les Etats membres et le Parlement européen, pour contrecarrer ce positionnement. Finalement,



Retour sur les votes des députés européens français sur l'inclusion du gaz fossile dans le Fonds de transition juste le 14 septembre 2020, grâce à l'Observatoire de nos élus européens sur le climat <https://observatoire-europe-climat.fr/>

Le Fonds de transition juste ne financera pas de projets de gaz fossile.

10 sur 705, c'est le nombre de voix qui ont manqué pour décrocher une majorité contre le gaz au Parlement européen

En plaidant pour l'alignement des financements des banques de développement avec l'Accord de Paris

Du 10 au 12 novembre, 450 institutions publiques financières se sont réunies lors du premier sommet "Finance en Commun", accueilli par l'Agence française de développement. Il avait pour objectif de démontrer, à travers une déclaration commune, comment ces institutions pouvaient répondre à la crise du Covid-19 tout en soutenant la lutte contre le dérèglement climatique et la protection de la biodiversité. Le Réseau Action Climat, aux côtés de nombreuses autres ONG, a

appelé lors de ce Sommet à mettre fin aux financements des énergies fossiles, à augmenter ceux pour la transition juste, à promouvoir les droits humains et l'égalité des genres et à s'attaquer à la crise de la dette. Les ONG demandaient des annonces concrètes et mesurables. Malheureusement, dans la déclaration finale, les banques de développement s'en sont tenues à des déclarations de bonnes intentions, sans échéance pour arrêter leurs financements au charbon et devenir 100 % compatibles avec l'Accord de Paris.

349 organisations de la société civile du Monde entier, ont fait parvenir, à travers une lettre ouverte, leurs demandes auprès des institutions financières participantes au Sommet Finance en Commun

Renforcer l'ambition de la France sur la scène européenne et internationale et la gouvernance climatique mondiale

La COP 26, qui devait se tenir en 2020 à Glasgow, a été reportée à 2021 au vu de la situation pandémique mondiale. L'ensemble des pays devait pourtant s'y retrouver pour rehausser leurs engagements pris à Paris il y a cinq ans et qui restent à ce jour largement insuffisants. Malgré ce contexte, le Réseau Action Climat a poursuivi son travail en faveur d'engagements renouvelés concernant la baisse des émissions de gaz à effet de serre et une solidarité accrue envers les pays et populations les plus vulnérables. Il a également travaillé sur un enjeu clé, peu traité jusqu'à présent dans le cadre du multilatéralisme sur le climat, celui de la transparence et de la redevabilité des coalitions multi-acteurs.

En agissant pour un relèvement de l'objectif de réduction des émissions de l'Europe en 2030

Le Réseau Action Climat a œuvré auprès du Gouvernement et des députés français au Parlement européen pour que l'Europe rehausse son objectif de baisse des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030. Il a notamment poussé pour que le Président de la République se positionne

officiellement en faveur d'un objectif de -55% pour 2030 au lieu des -40% actuels. Mi-décembre, les chefs d'Etat de l'Union européenne ont validé cet objectif plus ambitieux, tandis que les députés européens se sont positionnés en faveur d'un objectif de -60% dans le cadre des discussions sur le projet de loi climat européenne.

-55%
de baisse des émissions de serre à horizon 2030

En profitant des 5 ans de l'Accord de Paris pour obtenir de la France une ambition climatique renouvelée

En décembre, à l'occasion des 5 ans de l'Accord de Paris, le Réseau Action Climat a publié un dossier de presse intitulé "l'Accord de Paris 5 ans après : la pente plus raide qu'avant".

Ce document indique l'évolution de plusieurs indicateurs clés pour le climat sur les cinq dernières années (température moyenne globale, part des énergies renouvelables, évolution des déplacements des populations pour cause de catastrophes naturelles, financements dédiés aux énergies fossiles, etc.). Il interpelle également le Gouvernement sur la nécessité de renforcer son action en faveur du climat et de la solidarité aussi bien aux niveaux international et européen que national.



1 chance sur 5 que l'objectif de 1,5°C soit dépassé ponctuellement, au cours des cinq prochaines années.

En appelant la France à soutenir davantage les pays les plus vulnérables

A l'occasion du Sommet Ambition Climat du 12 décembre, le Réseau Action Climat a porté auprès du Président de la République et des cabinets ministériels impliqués la nécessité d'une solidarité accrue envers les populations les plus exposées aux impacts du dérèglement climatique. L'objectif visé était une augmentation

des financements climat de la France, notamment sous forme de dons. Malheureusement, les annonces faites par la France lors de ce sommet sont restées bien en deçà des besoins : le Président de la République a annoncé un soutien de la France à hauteur de 6 milliards d'euros (dont un tiers en faveur de l'adaptation) au lieu des 8 milliards requis.

6 milliards d'euros pour le climat, dont un tiers pour les projets d'adaptation au dérèglement climatique

En œuvrant en faveur d'une gouvernance internationale plus robuste sur le climat

Début 2020, le Réseau Action Climat a initié un nouveau travail sur les coalitions multi-acteurs. Après de nombreuses recherches et la participation à plusieurs groupes d'expert.e.s, il a produit un état des lieux sur le sujet et organisé un webinaire pour en diffuser les principaux enseignements. Par le biais de l'organisation d'une conférence sur la gouvernance internationale en décembre, le Réseau Action Climat est devenu un interlocuteur des plateformes multi-acteurs, que ce soit au niveau de la Convention des Nations Unies sur le Climat ou en France. La prochaine étape de ce travail consistera à proposer un cadre de redevabilité pour les coalitions multi-acteurs qui participent au One Planet Summit.



68% des 321 coalitions analysées dans l'état des lieux ne prévoient aucun élément de suivi ou d'évaluation

Dénoncer les solutions dangereuses et/ou inefficaces pour lutter contre le dérèglement climatique

Le Réseau Action Climat a continué en 2020 à dénoncer certaines solutions proposées par les pouvoirs publics ou les acteurs privés pour baisser les émissions de gaz à effet de serre mais qui sont soit inefficaces du point de vue du climat, soit portent atteinte à d'autres enjeux que le climat (biodiversité, etc.). A l'inverse, le Réseau Action Climat a veillé à proposer des solutions qui ne viennent pas créer ou exacerber d'autres problèmes dans nos sociétés et sont porteuses de co-bénéfices pour le plus grand nombre.

En développant une position interassociative sur l'agriculture de précision

L'agriculture de précision est de plus en plus évoquée comme pouvant constituer une solution à la crise climatique et plus largement écologique ainsi qu'à la relance économique agricole. Pourtant, plusieurs aspects de l'agriculture de précision sont incompatibles avec la protection de l'environnement et l'autonomie des exploitations

agricoles. C'est pourquoi le Réseau Action Climat, avec la Fondation Nicolas Hulot, a décidé de faire un point sur l'état des connaissances scientifiques et de coordonner une position commune des associations membres sur ce sujet complexe.

1. <https://reseauactionclimat.org/lagriculture-precision-antipodes-transition-ecologique-sociale/>

0% de financement public pour soutenir l'agriculture de précision, c'est ce que demande les ONG

En réalisant une note de décryptage et de positionnement sur le label bas-carbone

Le Label bas carbone est un système d'encadrement de la compensation permettant à des acteurs (collectivités, entreprises...) de financer des projets d'atténuation devant répondre à des critères définis dans des méthodes. Cet outil est de plus en plus mis en avant comme la solution pour résoudre la crise climatique. C'est pourquoi le Réseau Action Climat, avec le CCFD-Terre Solidaire, a

réalisé le décryptage complet du Label Bas Carbone (1) et d'une de ses méthodes, Carbon-agri, pour le secteur agricole. Le constat est que sans améliorations substantielles, cet outil ne permettra pas de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et pourrait même représenter un risque sur d'autres enjeux comme la biodiversité.

1. <https://reseauactionclimat.org/publications/label-bas-carbone-pansement-vert-jambe-bois/>

13 recommandations d'améliorations du dispositif formulées dans la position sur le label bas carbone



Travailler avec des acteurs au-delà du réseau et favoriser les échanges autour des solutions pour lutter contre le dérèglement climatique

Pour susciter la compréhension et l'adhésion du plus grand nombre aux solutions portées par le Réseau Action Climat et ses associations membres, des initiatives conjointes et des alliances ont été menées tout au long de l'année 2020 aux côtés d'autres acteurs.

La crise climatique se situant au carrefour de nombreux autres enjeux et les solutions pour y remédier étant porteuses de multiples co-bénéfices, la recherche de convergence de positionnements et d'initiatives avec des acteurs intervenant sur des volets autres que celui du climat est l'une des priorités du réseau.

Investissement au sein du Pacte du Pouvoir de Vivre pour concilier urgence climatique et justice sociale

Le Réseau Action Climat a continué en 2020 de s'investir au sein du Pacte du Pouvoir de Vivre dont il est membre. L'objectif de cette coalition qui réunit aujourd'hui 65 structures (syndicats et associations étudiantes, environnementales, de solidarité internationale, de

lutte contre la pauvreté, etc.) est de s'unir pour porter ensemble la convergence des problématiques écologiques et sociales. 66 propositions communes ont été rédigées et visent à ne plus dissocier les questions sociales et environnementales, à ne plus opposer "fin du monde et fin de mois".

66 propositions communes

Rapprochement avec les organisations familiales et sociales autour de l'alimentation de qualité

En amont des élections municipales, le Réseau Action Climat a travaillé avec les associations familiales, sociales et de consommateurs autour de l'accès à tous à une alimentation durable et saine. En février, une lettre ouverte adressée aux candidats et associée à une vidéo de valorisation a été envoyée. Ce travail a été mené en particulier avec le Secours catholique-Caritas France, l'UNAF, la CLCV, la FCPE, le Collectif national des associations d'Obèses ou encore le Réseau Cocagne.
<https://reseauactionclimat.org/appeal-alimentation-municipales/>



Vidéo d'interpellation des candidats aux municipales sur l'alimentation

Organisation des 24 heures du climat

Le Réseau Action Climat, en partenariat avec Monsieur le Député Anthony Cellier, ainsi que l'ADEME, Entreprises pour l'Environnement, I4CE et le Haut Conseil pour le Climat, a organisé en septembre 2020 l'événement les 24h du Climat. Son but était de réaliser 24 tables-rondes diffusées en ligne portant sur des sujets climatiques, en réunissant l'ensemble de la société avec des parlementaires, des entreprises, des ONG, des chercheurs, des citoyens ainsi que des ministres. Cela a permis de discuter des différentes perspectives sur les sujets, de mieux appréhender les freins rencontrés par les divers acteurs et d'envisager des solutions possibles.



Site internet de l'événement (programme et retransmission des débats)
<https://24hduclimat.fr/>

130 intervenants

Renforcement des liens entre plaidoyer et mobilisation autour d'initiatives spécifiques

Le Réseau Action Climat a renforcé et développé les liens entre plaidoyer et mobilisation au sein des associations membres du réseau et en dehors de celui-ci. Il a ainsi participé à l'organisation de la Marche pour le climat du 14 mars 2020 et aux 158 événements prévus - annulés en raison de la crise sanitaire. Les liens avec les organisations de mobilisation ont été concrétisés dans le cadre des élections municipales, mais aussi de la campagne "Marchons sur les aéroports", contre leurs extensions, du 3 octobre 2021. Le Réseau Action Climat a opéré un suivi et un relai des mobilisations sur le climat et est intervenu dans des événements et auprès des médias pour les promouvoir.



Mobilisation le 24 septembre à Paris pour appeler à la fin de l'extension du Terminal 4 de Roissy, avec Alternatiba, les Amis de la Terre et ANV-COP21.

130 événements initialement prévus pour la Marche Climat à la veille des municipales

Le Réseau Action Climat, fédération de 35 associations nationales et locales, lutte contre les causes des changements climatiques, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International (CAN-I), réseau mondial de plus de 1300 ONG.

Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et ses impacts.

**Découvrez l'action du Réseau Action Climat
et impliquez-vous avec nous sur le site :
<https://reseauactionclimat.org>**

Nous contacter :

Réseau Action Climat - France
Mundo M - 47 Avenue Pasteur - 93100 Montreuil
Tél : 01.48.58.83.92

Nous suivre :



@RACFrance



ReseauActionClimat



reseauactionclimat



reseau-action-climat

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique

